

Initiatives ministérielles

tuer en corporation fiduciaire afin de pouvoir lever des fonds.

Le Cross Memorial a besoin de plus de un million de dollars seulement pour se doter du matériel nécessaire pour offrir aux gens de ma circonscription et des régions rurales les soins dont ils ont besoin, qu'ils méritent et qu'on devrait pouvoir leur offrir sans devoir prendre pareils moyens. Certainement que cela me préoccupe.

Je voudrais demander à mon collègue d'Egmont si la situation que je viens de décrire leur est familière, à ses électeurs et à lui.

M. McGuire: Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue de me poser cette question.

La réduction des paiements de transfert se fait sentir à l'Île-du-Prince-Édouard comme à Terre-Neuve, et nous n'avons qu'une université, un collège communautaire, deux grands hôpitaux et quelques plus petits établissements hospitaliers. Comme mon collègue l'a mentionné, ces hôpitaux offrent pour une grande part des soins prolongés en raison du vieillissement de la population.

C'est toute une nouvelle qu'a reçue le gouvernement provincial à la fin du dernier exercice financier, à savoir qu'il allait devoir se débrouiller au cours du présent exercice sans les 13,6 millions de dollars que le gouvernement fédéral devait investir dans l'éducation et les soins hospitaliers. Le gouvernement provincial comptait sur cet argent qui s'est volatilisé tout à coup, l'obligeant à emprunter pour offrir les mêmes services que l'an dernier.

Ensuite et en ce qui concerne nos universités, tout le monde nous dit, le gouvernement fédéral y compris, qu'il nous faut être concurrentiels au plan international. La seule façon d'y arriver, c'est de former notre population en fonction d'un marché international. En même temps, on rend encore plus difficile à nos étudiants de se préparer à faire que le Canada prenne sa place sur le marché international.

Ce que fait le gouvernement va carrément à l'encontre du but recherché. Le gouvernement nous dit quoi faire, mais fait tout en son pouvoir pour nous empêcher de le faire.

M. Chris Axorthy (Saskatoon — Clark's Crossing): Madame la Présidente, j'ai aussi une question à poser au député d'Egmont. Je me demande s'il ne pourrait pas nous dire ce qu'il pense des trois coupes que l'ancien gouvernement libéral avait effectuées dans les paiements de transfert aux provinces. Vous vous souviendrez que la suppression du financement global, en 1977, avait entraî-

né une réduction des fonds fédéraux transférés aux provinces et que la suppression du Programme de revenus garantis, en 1982, s'est trouvée à réduire de six milliards de dollars en cinq ans le financement fédéral des programmes établis. Vous vous souviendrez aussi du Programme des six et cinq qui, en 1983, avait privé les provinces de près d'un demi-milliard de dollars dans le domaine de l'enseignement postsecondaire.

Le député pourrait-il nous expliquer pourquoi il est acceptable que le gouvernement libéral réduise le financement des programmes établis, mais pas le gouvernement conservateur?

M. McGuire: Madame la Présidente, cela doit être consolant pour le Nouveau Parti démocratique parce qu'il n'a jamais eu le pouvoir et que ses chances de l'avoir sont presque nulles.

Une voix: Bravo. En plein dans le mille!

M. McGuire: Eux et leur vertueuse indignation et leurs critiques incessantes.

Voici un exemple. À l'Île-du-Prince-Édouard, quand le gouvernement provincial actuel a battu les conservateurs en 1986, le déficit s'élevait à 30 millions de dollars par année. Le gouvernement a réussi à réduire ce déficit à zéro et à équilibrer son budget.

L'important, c'est qu'il a réussi à éponger son déficit tout en conservant sa popularité, contrairement aux gens d'en face. La popularité du gouvernement actuel de Joe Ghiz à l'Île-du-Prince-Édouard se situe à 72 p. 100, comparativement à 17 p. 100 pour le gouvernement d'en face.

Je voudrais parler aux conservateurs plutôt qu'au NPD parce que celui-ci ne vient de nulle part: il ne connaît pas le pouvoir parce qu'il ne l'a jamais eu.

M. René Soetens (Ontario): Madame la Présidente, je trouve intéressants les commentaires sur la façon dont l'Île-du-Prince-Édouard a réussi à équilibrer quasiment son budget depuis que le gouvernement libéral y est arrivé au pouvoir. Cela semble être aussi le cas en Ontario.

À propos de l'Île-du-Prince-Édouard, mes électeurs de l'Ontario me demandent continuellement où va l'argent de leurs impôts. Le député de l'Île-du-Prince-Édouard pourrait-il nous dire combien sa province a obtenu du gouvernement fédéral, l'an dernier, pour pouvoir presque équilibrer son budget, comparativement à ce qu'elle obtenait auparavant. Quel pourcentage d'augmentation a-t-elle obtenu? Quel pourcentage d'augmentation des dépenses? A-t-elle équilibré son budget parce que le gouvernement fédéral et les contribuables